

Art. 24. — Trois grades provisoires d'intégration sont créés dans les conditions définies ci-après.

I - Le grade provisoire de technicien, major, ou chef de service de classe normale, est réservé aux agents non titulaires qui souhaitent intégrer au sens de la section 2 au chapitre VI de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée et qui exercent en particulier des fonctions équivalentes au grade initial de technicien, major, ou chef de service de classe normale, mais dont le salaire d'intégration au sens de l'article 76 de ladite ordonnance, est inférieur au traitement indiciaire correspondant au premier échelon du grade initial correspondant. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelon	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire de technicien/major/chef de service de classe normale</i>		
1er échelon	1 an et 6 mois	2 ans

Lorsque les conditions d'ancienneté sont réunies, le titulaire du grade provisoire de technicien major, ou chef de service de classe normale est nommé de plein droit par arrêté au 1er échelon du grade initial de technicien, major, ou chef de service de classe normale sans reprise d'ancienneté.

II - Le grade provisoire de technicien principal, lieutenant, ou chef de service de classe exceptionnelle est réservé aux agents non titulaires qui exercent en particulier des fonctions équivalentes au grade initial de technicien principal, lieutenant, ou chef de service de classe exceptionnelle, mais dont le salaire d'intégration au sens de l'article 76 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée est inférieur au traitement indiciaire correspondant au premier échelon du grade initial correspondant. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelons	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire de technicien principal/lieutenant/chef de service de classe exceptionnelle</i>		
1er échelon	1 an et 6 mois	2 ans
2e échelon	1 an et 6 mois	2 ans

Lorsque les conditions d'ancienneté sont réunies, le titulaire du grade provisoire de technicien principal, lieutenant, ou chef de service de classe exceptionnelle, au 2e échelon, est nommé de plein droit par arrêté au 1er échelon du grade initial de technicien principal, lieutenant, ou chef de service de classe exceptionnelle, sans reprise d'ancienneté.

III - Le grade provisoire de technicien de classe exceptionnelle pour la spécialité "administrative" ou "technique", de major de classe exceptionnelle pour la spécialité "sécurité civile", ou de chef de service de classe supérieure pour la spécialité "sécurité publique" est réservé aux agents non titulaires qui exercent en particulier des fonctions équivalentes au grade initial de technicien, major, ou chef de service de classe normale ayant au moins dix années de services dans une commune et étant à moins de dix années de l'âge légal de départ à la retraite. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelons	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire de technicien de classe exceptionnelle/major de classe exceptionnelle/chef de service de classe supérieure</i>		
1er échelon	1 an	1 an
2e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
3e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
4e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
5e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
6e échelon		

IV - Le titulaire d'un grade provisoire tel que défini au présent article peut prétendre à présenter l'examen professionnel interne pour le grade immédiatement supérieur dans les conditions définies dans le chapitre IV du présent arrêté.

Art. 25. — Le présent arrêté prendra effet à compter 1er août 2012.

Art. 26. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 27. — Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2012.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Alexandre ROCHATTE.

ARRETE n° 1118 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "application".

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment ses articles 6, 7 et 26 ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1087 DIPAC du 5 juillet 2012 relatif aux conditions d'aptitude physiques et médicales pour l'accès aux emplois des spécialités "sécurité civile" et "sécurité publique" dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1088 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant les modalités d'organisation des formations ouvertes aux fonctionnaires des communes, des groupements de communes et de leurs établissements administratifs ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique communale de la Polynésie française du 26 mars 2012 ;

Vu la saisine du conseil supérieur de la fonction publique des communes de Polynésie française du 24 mai 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Chapitre Ier - Dispositions générales

Article 1er. — I - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" relèvent de l'une des 4 spécialités suivantes :

- administrative ;
- sécurité civile ;
- sécurité publique ;
- technique.

II - Un fonctionnaire du cadre d'emplois "application" peut exercer les fonctions d'un agent de grade équivalent relevant d'une autre spécialité que la sienne, sous réserve que la durée consacrée à ces fonctions soit inférieure à la moitié de son temps de travail. Cette polyvalence doit être mentionnée sur la fiche du fonctionnaire concerné.

Dans le cas où le fonctionnaire souhaite exercer pendant une partie de son temps de travail une fonction relevant d'une autre spécialité, il doit remplir les conditions d'aptitude physique et médicale spécifiques à la spécialité concernée. En outre, il est soumis aux dispositions de l'article 17 du présent arrêté. S'il s'agit de la spécialité "sécurité civile", il doit de plus justifier d'un engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire depuis au moins un an conformément aux dispositions en vigueur relatives aux sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française.

Art. 2. — Le cadre d'emplois "application" équivaut à la catégorie C de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale métropolitaine, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de la Polynésie française. Il se situe hiérarchiquement en dessous des cadres d'emplois "conception et encadrement" (A) et "maîtrise" (B) et au-dessus du cadre d'emplois "exécution" (D).

Le cadre d'emplois "application" comprend les grades suivants : adjoint et adjoint principal. Le grade d'adjoint est le grade de recrutement. Le grade d'adjoint principal est le seul grade d'avancement.

Pour la spécialité "sécurité civile", les grades du cadre d'emplois "application" sont désignés comme suit :

- sergent en lieu et place d'adjoint ;
- adjudant en lieu et place d'adjoint principal.

Pour la spécialité "sécurité publique", les grades du cadre d'emplois "application" sont désignés comme suit :

- gardien en lieu et place d'adjoint ;
- brigadier en lieu et place d'adjoint principal.

Art. 3. — I - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" exercent leurs fonctions sous l'autorité des directeurs généraux des services, des secrétaires généraux des communes ou des directeurs d'établissements publics et, le cas échéant, des directeurs généraux adjoints des communes et des groupements de communes et des directeurs adjoints des établissements publics.

Ils participent à la mise en œuvre de l'action des politiques publiques de la collectivité.

II - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" appartenant à la spécialité "administrative" ont vocation à occuper différents types de postes, dans différents domaines.

Ils exercent notamment leurs fonctions dans les domaines des affaires générales, de l'état civil, des affaires juridiques, de la comptabilité et des finances, de la formation professionnelle, des ressources humaines, de l'informatique, de l'accueil et de la communication, ainsi que du social, du sport et de la culture.

Ils peuvent en outre :

- être chargés, en tant que chef d'équipe, de tâches administratives d'application qui supposent la connaissance et comportent l'application des règlements administratifs et comptables ;
- effectuer divers travaux de bureautique mais aussi d'enquêtes administratives nécessaires à l'instruction de dossiers, ou d'établissement de rapports ;
- assurer plus particulièrement les fonctions d'accueil et de guichet, la correspondance administrative et les travaux de comptabilité ;
- participer à la mise en œuvre de l'action de la collectivité dans les domaines économique, social, culturel et sportif. A ce titre, ils peuvent être responsables de la sécurité des installations servant aux activités physiques et sportives de la commune. Les titulaires du brevet d'Etat de maître-nageur-sauveteur ou de tout autre diplôme reconnu équivalent sont chargés de la surveillance des piscines et baignades.

III - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" appartenant à la spécialité "technique" ont vocation à occuper différents types de postes, dans différents domaines.

Ils exercent notamment leurs fonctions dans les domaines du bâtiment, des travaux publics, des infrastructures, de la voirie et des réseaux divers, de l'entretien des espaces naturels et des espaces verts, de la mécanique et de l'électromécanique, de la restauration collective, de l'environnement, de la propreté et des déchets, de l'eau et de l'assainissement, des activités funéraires, de l'hygiène publique, des transports, de l'hygiène et de la sécurité au travail, ainsi que de la logistique et la sécurité.

Ils peuvent également :

- exercer un emploi d'égoutier, d'éboueur, de fossoyeur ou d'agent de désinfection ;

- conduire des véhicules ou exercer des fonctions de gardiennage ;
- se charger de la maintenance mobilière et immobilière ;
- en tant que chef d'équipe, être chargés de missions et de travaux techniques qui comportent notamment le contrôle de la bonne exécution des travaux confiés à des entrepreneurs ou exécutés en régie ;
- participer à la direction et à la réalisation des travaux nécessitant une expérience et une compétence professionnelle étendue ;
- être chargés de missions et de travaux techniques nécessitant une expérience professionnelle confirmée et comportant notamment la surveillance de travaux ou la direction des activités d'un atelier ;
- être chargés de l'assistance au personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène de très jeunes enfants, ainsi que de la préparation et la mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement à ces enfants. Ils peuvent enfin être chargés de la surveillance de très jeunes enfants dans les cantines.

IV - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" appartenant à la spécialité "sécurité civile" sont des sapeurs-pompiers professionnels et participent aux missions opérationnelles dévolues aux services d'incendie et de secours communaux, intercommunaux ou d'un établissement public. Ces missions relèvent des missions dites de tronc commun (secours à personnes, lutte contre les incendies, accidents de toute nature et opérations diverses) ou des missions dites de spécialités pour lesquelles une formation spécifique est nécessaire (risque chimique, feux de forêt, sauvetage-déblaiement, etc).

1° Le sergent exerce ses fonctions dans les services d'incendie et de secours des communes, des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs. Il participe aux opérations de secours en qualité de chef d'agrès. Il peut en outre exercer les fonctions de chef d'équipe ou effectuer des tâches d'équiper. Il participe aux activités de formation et peut se voir confier des tâches de gestion administrative et technique du service d'incendie et de secours auquel il est affecté.

2° L'adjudant exerce ses fonctions dans les services d'incendie et de secours des communes, des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs. Il assure la gestion d'une équipe de garde (ou brigade) ou participe à la gestion d'un service. Il participe aux opérations de secours en qualité de chef d'agrès. Il peut en outre exercer les fonctions de chef d'équipe ou effectuer des tâches d'équiper. Il participe aux activités de formation et peut se voir confier des tâches de gestion administrative et technique du service d'incendie et de secours auquel il est affecté.

Dans chaque centre d'incendie et de secours, le nombre de sergents et d'adjudants professionnels ne peut excéder le quart de l'effectif total des sapeurs-pompiers du centre. Dans ce cadre, le nombre de sapeurs-pompiers volontaires à prendre en considération est égal à la moitié des sapeurs-pompiers professionnels, arrondi à l'entier supérieur. Dans chaque centre d'incendie et de secours, le nombre des adjudants professionnels ne peut excéder celui des sergents professionnels.

En application de l'article L. 1852-8 du code général des collectivités territoriales, la nomination par l'autorité

d'emploi d'un adjudant ou d'un sergent en qualité de chef de centre d'incendie et de secours et de chef de corps communal ou intercommunal nécessite un avis conforme du haut-commissaire.

V - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "application" appartenant à la spécialité "sécurité publique" exécutent, sous l'autorité du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale, les missions de police administrative et judiciaire relevant de sa compétence en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils peuvent notamment :

- assurer l'exécution des arrêtés de police municipale et de constater par procès-verbaux les contraventions audits arrêtés ainsi qu'aux dispositions des lois et règlements pour lesquelles compétence leur est donnée ;
- relever des infractions et établir des rapports ;
- participer, en cas de besoin aux tâches incombant aux agents de sécurité publique ;
- assurer, sous l'autorité du directeur de police municipale, lorsqu'il existe, l'encadrement des agents de police municipale dont ils coordonnent l'activité. Ils ont vocation à exercer les fonctions d'adjoint au directeur de police municipal.

Chapitre II - Conditions d'accès

Art. 4. — Les personnes remplissant les conditions prévues à l'article 4 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 précitée et à l'article 6 du décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 susvisé peuvent prétendre à un emploi mentionné à l'article 1er de ladite ordonnance susvisée.

Les conditions d'aptitude physique sont justifiées par les candidats au recrutement par la production d'un certificat médical établi par un médecin agréé par le haut-commissaire de la République en Polynésie française. Dans les îles des Archipels des îles Sous-le-Vent, des Tuamotu-Gambier, des Marquises et des Australes dans lesquelles il n'existe pas de médecin agréé, l'aptitude physique peut être constatée par tout médecin et notamment par un médecin du service de médecine professionnelle et préventive ou par un médecin du service de santé.

Art. 5. — Le recrutement externe en qualité de fonctionnaire du cadre d'emplois "application" est réalisé auprès de candidats titulaires au minimum d'un diplôme de niveau V de type brevet d'enseignement professionnel (BEP), certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou diplôme national du brevet (DNB) au plus tard le premier jour des épreuves du concours. Lorsque le recrutement externe intervient dans la spécialité "sécurité civile", les candidats doivent également être titulaires des unités de valeur de chef d'équipe.

La limite d'âge pour le recrutement est fixée à quarante-cinq (45) ans à la date du recrutement pour les spécialités "administrative" et "technique" et à trente (30) ans à la date du recrutement pour les spécialités "sécurité publique" et "sécurité civile".

Ce recrutement se fait à la discrétion de l'autorité de nomination sans concours conformément à l'article 42 de l'ordonnance susvisée.

Pour la spécialité "sécurité publique", il intervient après agrément par le procureur de la République et le haut-commissaire de la République en Polynésie française et assermentation auprès du président du tribunal de première instance.

Le fonctionnaire est recruté au premier échelon du grade initial d'adjoint pour la spécialité "administrative" ou "technique", de sergent pour la spécialité "sécurité civile" ou de gardien pour la spécialité "sécurité publique".

Art. 6.— I - Le recrutement interne en qualité de fonctionnaire du cadre d'emplois "application" intervient au grade d'adjoint, sergent ou gardien selon la spécialité, parmi les fonctionnaires lauréats d'un examen professionnel interne inscrits sur la liste d'aptitude correspondante.

Les agents nommés stagiaires après recrutement interne sur le grade d'adjoint, de sergent ou de gardien sont titularisés par décision de l'autorité de nomination au vu de la notation et de l'attestation du suivi complet des formations obligatoires établie par le centre de gestion et de formation.

II - Seuls les fonctionnaires qui justifient d'au moins quatre années de services publics effectifs peuvent être candidats à l'examen professionnel interne.

Les épreuves organisées par le centre de gestion et de formation sont obligatoirement du niveau V.

Lorsque le recrutement intervient sur un emploi de la spécialité "sécurité civile", le candidat doit remplir les conditions d'aptitude physique et médicale fixées par arrêté du haut-commissaire et réussir la formation qualifiante de chef d'agrès au cours de la période de stage, dans les conditions prévues par arrêté du haut-commissaire. En cas d'échec à la formation qualifiante précitée, il n'intègre pas le cadre d'emplois "application".

Le fonctionnaire nommé sur un grade d'adjoint, de sergent ou de gardien est classé à l'échelon comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait antérieurement. Il conserve son ancienneté seulement si son classement d'échelon dans le grade supérieur est effectué à un indice égal.

Art. 7.— Les listes d'aptitude des lauréats des examens professionnels établies par le centre de gestion et de formation classent par spécialités et par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury. Ces listes sont publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française. Elles sont valides sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française pendant une durée de deux ans à compter de la proclamation des résultats, ou si aucun examen n'a été organisé dans ce délai, jusqu'à la date d'organisation d'un nouvel examen professionnel.

Chapitre III - Nomination et titularisation

Section 1 - Nomination et stage

Art. 8.— *Nomination*

Les personnes recrutées en application des articles 5 et 6 du présent arrêté sont nommées fonctionnaires stagiaires pour une durée d'un an.

Le stage peut être prolongé pendant une période d'un an maximum, après avis de la commission administrative paritaire compétente, si les aptitudes professionnelles du stagiaire sont jugées insuffisantes à l'expiration de la période du stage initial ou n'ont pas pu être jugées pendant la durée du stage initial. La commission administrative paritaire compétente se prononce sur la prolongation au vu d'un rapport établi par l'autorité de nomination, qui le transmet également au fonctionnaire stagiaire concerné. Ce dernier a également la possibilité de porter toute autre information à la connaissance de la commission administrative paritaire compétente.

Pour les fonctionnaires de la spécialité "sécurité civile", le stage peut être prolongé pendant une période d'un an maximum afin de tenir compte des modalités d'organisation des sessions de formation. Cette prolongation n'est pas soumise à l'avis de la commission administrative paritaire.

Art. 9.— *Licenciement*

Le fonctionnaire stagiaire recruté en application de l'article 5 du présent arrêté peut être licencié pendant la période de stage en cas d'insuffisance professionnelle ou de faute disciplinaire après avis de la commission administrative paritaire compétente.

Le licenciement d'un fonctionnaire stagiaire pour cause d'insuffisance professionnelle ne peut intervenir qu'à l'issue d'une période de stage d'au moins six mois. La commission administrative paritaire compétente se prononce au vu d'un rapport établi par l'autorité de nomination, qui le transmet également au fonctionnaire stagiaire concerné. Ce dernier a également la possibilité de porter toute autre information à la connaissance de la commission administrative paritaire compétente.

Le licenciement pour insuffisance professionnelle et pour faute disciplinaire intervient après avis du conseil de discipline, et selon la procédure prévue à la section 5 du chapitre 2 du décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 précité.

Section 2 - Titularisation

Art. 10.— La titularisation des fonctionnaires stagiaires intervient à l'issue du stage prévu par l'article 8 du présent arrêté par décision de l'autorité de nomination, sous réserve d'avoir suivi une formation d'accueil. La titularisation des fonctionnaires de la spécialité "sécurité publique" est conditionnée, en outre, à leur réussite à l'examen professionnel d'agent de police judiciaire adjoint organisé par le centre de gestion et de formation et pour les fonctionnaires stagiaires de la spécialité "sécurité civile", à leur réussite à la formation de chef d'agrès.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le fonctionnaire stagiaire est soit licencié, soit réintégré dans sa situation d'origine.

Une fois titularisé, le fonctionnaire est tenu de servir la collectivité ou l'établissement public qui l'a recruté pendant une durée minimale d'un an ou de rembourser les frais de formation dans les conditions prévues à l'article 170 du décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 précité.

Chapitre IV - Avancements

Art. 11. — Le cadre d'emplois "application" comprend pour chacun des grades, douze échelons, dont les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Grades et échelons	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Adjoint/sergent/gardien</i>		
1er échelon	1 an	1 an
2e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
3e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
4e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
5e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
6e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
7e échelon	2 ans	3 ans
8e échelon	2 ans	3 ans
9e échelon	2 ans	3 ans
10e échelon	2 ans	3 ans
11e échelon	2 ans	3 ans
12e échelon		
<i>Adjoint principal/adjudant/brigadier</i>		
1er échelon	1 an	1 an
2e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
3e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
4e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
5e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
6e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
7e échelon	2 ans	3 ans
8e échelon	2 ans	3 ans
9e échelon	2 ans	3 ans
10e échelon	2 ans	3 ans
11e échelon	2 ans	3 ans
12e échelon		

Art. 12. — L'avancement d'échelon a lieu de façon continue à l'échelon immédiatement supérieur. Il est fonction à la fois de l'ancienneté et de la valeur professionnelle telle qu'elle est appréciée par la notation ou l'entretien professionnel prévus aux articles 48 et 48-1 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 précitée. Il se traduit par une augmentation de traitement.

L'avancement d'échelon est prononcé par l'autorité de nomination. L'avancement d'échelon à l'ancienneté maximale est accordé de plein droit.

Au vu la valeur professionnelle, il peut être attribué aux fonctionnaires des réductions d'ancienneté par rapport à l'ancienneté maximale exigée à l'article 12 du présent arrêté pour accéder à l'échelon supérieur.

Il ne peut être attribué chaque année au même agent plus de trois mois de réduction d'ancienneté jusqu'au 6e échelon inclus et plus de six mois de réduction d'ancienneté par an au-delà. Un même agent ne peut se voir attribuer trois années de suite le nombre maximal de mois de réduction d'ancienneté prévu pour son échelon.

Les réductions d'ancienneté sont attribuées par arrêté de l'autorité de nomination qui les module compte tenu des propositions formulées par les supérieurs hiérarchiques directs des fonctionnaires.

Pour chaque avancement d'échelon, la réduction totale applicable à un fonctionnaire résulte des réductions ou majorations partielles n'ayant pas donné lieu à avancement.

Les fonctionnaires ne conservent, en cas d'avancement de grade le bénéfice des réductions non prises en compte pour leur avancement d'échelon que dans la limite de la réduction maximale susceptible d'être accordée dans l'échelon de reclassement du nouveau grade.

Art. 13. — Les fonctionnaires promus au grade supérieur sont classés à l'échelon correspondant à l'indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement.

Ils conservent leur ancienneté d'échelon dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur lorsque l'avantage qui résulte de leur nomination est inférieur à ce qu'ils auraient retiré d'un avancement d'échelon, dans leur ancien grade.

Les fonctionnaires nommés, lorsqu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur ancien grade, conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle que leur avait procurée leur nomination à cet échelon.

Chapitre V - Carrière

Art. 14. — I - Le titulaire du grade d'agent principal, caporal-chef ou agent de sécurité publique principal qui justifie d'au moins trois années de services effectifs dans ce grade peut, sous réserve de réussir un examen professionnel interne, accéder au grade d'adjoint, sergent ou gardien

Le titulaire du grade d'agent principal ou agent de sécurité publique principal qui souhaite accéder au grade de sergent de la spécialité "sécurité civile" doit, en outre, remplir les conditions d'aptitude physique et médicale propres à cette spécialité et justifier d'une expérience d'au moins quatre années de sapeur-pompier volontaire dont un en qualité de caporal-chef. Sa titularisation dans la spécialité "sécurité civile" est subordonnée à la réussite à une formation qualifiante de chef d'agrès.

II - Le titulaire du grade d'adjoint, sergent ou gardien qui justifie d'au moins quatre années de services publics effectifs peut, sous réserve de réussir un examen professionnel interne, accéder au grade immédiatement supérieur dans sa spécialité ou dans une des autres spécialités mentionnées à l'article 1er du présent arrêté.

Le titulaire du grade d'adjoint ou de gardien qui souhaite accéder au grade d'adjudant de la spécialité "sécurité civile" doit, en outre, remplir les conditions d'aptitude physique et médicale propres à cette spécialité et justifier d'une expérience d'au moins quatre années en qualité de sergent de sapeur-pompier volontaire. Sa titularisation dans la spécialité "sécurité civile" est subordonnée à la réussite à une formation qualifiante de chef de garde.

III - Pour l'application du I et du II du présent article, les lauréats des examens professionnels internes susmentionnés sont inscrits sur les listes d'aptitude correspondantes valables deux ans et peuvent être nommés par une autorité de nomination, suivant leur spécialité, dans leur nouveau grade.

Art. 15.— I - Le titulaire du grade d'adjoint, sergent ou gardien, peut changer de spécialité sous réserve de réussir l'examen professionnel interne organisé pour la promotion au grade équivalent de la spécialité concernée. Il est cependant dispensé de plein droit par le centre de gestion et de formation de repasser les épreuves du tronc commun de cet examen.

Le titulaire du grade d'adjoint ou gardien qui souhaite accéder au grade de sergent dans la spécialité "sécurité civile", doit, en outre, remplir les conditions d'aptitude physique et médicale propres à cette spécialité et justifier d'une expérience d'au moins quatre ans en qualité de sapeur-pompier volontaire dont un an au moins en qualité de caporal-chef. Sa titularisation dans la spécialité "sécurité civile" est subordonnée à la réussite à une formation qualifiante de chef tout agès.

II - Le titulaire du grade d'adjoint principal, adjudant, ou brigadier peut changer de spécialité sous réserve de réussir l'examen professionnel interne organisé pour la promotion au grade équivalent de la spécialité concernée. Il est cependant dispensé de plein droit par le centre de gestion et de formation de repasser les épreuves du tronc commun de cet examen.

Le titulaire du grade d'adjoint principal ou brigadier qui souhaite accéder au grade d'adjudant dans la spécialité "sécurité civile", doit, en outre, remplir les conditions d'aptitude physique et médicale propres à cette spécialité et justifier d'une expérience d'au moins quatre ans en qualité de sapeur-pompier volontaire dont un an au moins en qualité de sergent. Sa titularisation dans la spécialité "sécurité civile" est subordonnée à la réussite à une formation qualifiante de chef de garde.

III - Pour l'application du I et du II du présent article, les lauréats des examens professionnels internes susmentionnés sont inscrits sur les listes d'aptitude correspondantes valables deux ans et peuvent être nommés par une autorité de nomination, suivant leur spécialité, dans leur nouveau grade.

Art. 16.— Les matières et programmes des examens professionnels prévus par le présent arrêté sont fixés par arrêté du haut-commissaire.

Les fonctionnaires peuvent se présenter librement à ces examens professionnels leur permettant de changer de spécialités, de grade ou de cadre d'emplois.

Chapitre V - Détachement

Art. 17.— Le détachement dans la fonction publique communale des fonctionnaires visés à l'article 9 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 précitée s'opère sans reprise d'ancienneté dans le cadre d'emplois d'accueil, à équivalence de grade et, dans ce grade d'accueil, à l'échelon correspondant au niveau du traitement indiciaire brut égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui perçu à la date de son détachement, hors primes, indemnités, avantages acquis et coefficient d'indexation, majoré d'un coefficient de majoration de 1,5.

A l'expiration du détachement des fonctionnaires précités, cette majoration ne peut être incluse dans leur rémunération lors de leur reclassement dans leur administration d'origine.

Lorsque le cadre d'emplois d'accueil ne comporte pas de grade équivalent à celui détenu par le fonctionnaire dans son statut d'origine, celui-ci est classé, dans son cadre d'emplois d'accueil, dans un grade en tenant compte, d'une part, des fonctions réellement exercées, du niveau et de la nature de l'emploi occupé dans son administration d'origine et dans celle d'accueil et, d'autre part, des titres ou diplômes exigés pour l'accès à l'emploi d'accueil ou de l'expérience professionnelle acquise par l'intéressé.

Les avantages et primes complémentaires au traitement sont fixés par l'autorité de nomination en fonction du poste occupé et de la réglementation en vigueur.

Une indemnité compensatoire transitoire peut, le cas échéant, être attribuée aux fonctionnaires détachés dans les conditions fixées par arrêté du haut-commissaire.

Les présentes dispositions s'appliquent aux fonctionnaires visés à l'article 9 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 précitée en détachement dans les communes, les groupements de communes de la Polynésie française ainsi que dans leurs établissements publics administratifs à la date de publication du présent arrêté. Une indemnité différentielle est attribuée à l'agent détaché dans la limite de trois (3) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour compenser la différence entre la rémunération antérieurement perçue et celle résultant des dispositions du présent article.

Art. 18.— Les fonctionnaires issus d'autres fonctions publiques en position de détachement dans la fonction publique communale concourent pour l'avancement de grade et d'échelon avec l'ensemble des fonctionnaires communaux de ce cadre d'emplois, sous réserve de justifier dans leur cadre d'emplois d'origine d'une durée de service au moins équivalente.

Art. 19.— Les fonctionnaires issus d'autres fonctions publiques en position de détachement dans le cadre d'emplois "application" depuis au moins deux années peuvent, sur leur demande, y être intégrés.

Le fonctionnaire doit apporter la preuve de sa démission dans sa fonction publique d'origine avant son inscription sur la liste d'aptitude.

L'intégration est prononcée par l'autorité de nomination après avis de la commission administrative paritaire.

Les services accomplis dans le cadre d'emplois d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois d'intégration.

Chapitre VI - Dispositions transitoires

Art. 20.— Les décisions d'intégration prises en application des articles 74 et suivants de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée peuvent être contestées devant la commission de conciliation instituée auprès de chaque subdivision administrative.

Art. 21.— Les agents ayant décidé d'exercer leur droit d'option pour devenir fonctionnaire communal en application de la section 2 du chapitre VI de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée doivent suivre une formation d'intégration dans les deux ans qui suivent leur nomination. Cette formation d'une durée totale de trois jours se déroule dans les conditions définies par arrêté du haut-commissaire.

Art. 22.— Pour l'application de l'article 76 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée, les grades du cadre d'emplois "application" auxquels peuvent accéder les agents mentionnés à l'article 74 de l'ordonnance précitée sont déterminés en tenant compte, d'une part, des fonctions réellement exercées par ces agents, du niveau et de la nature des emplois qu'ils occupent et, d'autre part, des titres ou diplômes exigés pour l'accès aux emplois concernés ou de l'expérience professionnelle acquise par l'intéressé, au regard des définitions de grades suivantes :

I - Pour les spécialités "administrative", "technique" et "sécurité publique" :

1° Le titulaire du grade d'adjoint ou gardien est en mesure d'effectuer des opérations en premier niveau d'autonomie. Il peut organiser et coordonner les activités d'agents en tant que chef d'une équipe. En cas de besoin, il participe personnellement à l'exécution de tâches leur incombant.

2° Le titulaire du grade d'adjoint principal ou brigadier peut, compte tenu de son expérience professionnelle et de la maîtrise de tâches complexes, effectuer des opérations en second niveau d'autonomie. Il peut organiser et coordonner les activités d'agents en tant que chef d'équipe. En cas de besoin, il participe personnellement à l'exécution de tâches leur incombant.

II - Pour la spécialité "sécurité civile" :

1° Le sergent justifie, au vu d'un arrêté de son autorité d'emploi, de six (6) années de services effectifs dans un service d'incendie et de secours d'une commune, d'un groupement de communes, d'un établissement public administratif ou d'une structure militaire de sapeur-pompier. Il dispose des unités de valeur de chef d'agrès et de chef d'équipe.

2° L'adjudant justifie, au vu d'un arrêté de son autorité d'emploi, de huit (8) années de services effectifs dans un service d'incendie et de secours d'une commune, d'un groupement de communes, d'un établissement public administratif ou d'une structure militaire de sapeur-pompier. Il participe aux opérations de secours en qualité de chef d'agrès et assure les fonctions administratives de chef de garde ou de chef de centre. Il dispose des unités de valeur de chef de garde et de chef d'agrès.

Pour l'application du présent article, les agents de la spécialité "sécurité civile" doivent également satisfaire aux conditions d'aptitude physique et médicale de maintien en activité telles que fixées par arrêté du haut-commissaire.

Art. 23.— Trois grades provisoires d'intégration sont créés dans les conditions définies ci-après.

I - Le grade provisoire d'adjoint, sergent ou gardien est réservé aux agents non titulaires qui souhaitent intégrer au sens de la section 2 au chapitre VI de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée et qui exercent en particulier des

fonctions équivalentes au grade initial d'adjoint, sergent ou gardien mais dont le salaire d'intégration au sens de l'article 76 de ladite ordonnance, est inférieur au traitement indiciaire correspondant au premier échelon du grade initial correspondant. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelon	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire d'adjoint/sergent/gardien</i>		
1er échelon	1 an et 6 mois	2 ans

Lorsque les conditions d'ancienneté sont réunies, le titulaire du grade provisoire d'adjoint, sergent ou gardien est nommé de plein droit par arrêté au 1er échelon du grade initial d'adjoint, sergent ou gardien sans reprise d'ancienneté.

II - Le grade provisoire d'adjoint principal, adjudant ou brigadier est réservé aux agents non titulaires qui exercent en particulier des fonctions équivalentes au grade initial d'adjoint principal, adjudant ou brigadier mais dont le salaire d'intégration au sens de l'article 76 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée est inférieur au traitement indiciaire correspondant au premier échelon du grade initial correspondant. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelon	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire d'adjoint principal/adjudant/brigadier</i>		
1er échelon	1 an et 6 mois	2 ans

Lorsque les conditions d'ancienneté sont réunies, le titulaire du grade provisoire d'adjoint principal, adjudant ou brigadier est nommé de plein droit par arrêté, au 1er échelon, du grade initial d'adjoint principal, adjudant ou brigadier sans reprise d'ancienneté.

III - Le grade provisoire d'adjoint de classe exceptionnelle, de sergent de classe exceptionnelle, ou de gardien de classe exceptionnelle est réservé aux agents non titulaires qui exercent en particulier des fonctions équivalentes au grade initial d'adjoint, sergent ou gardien, ayant au moins dix années de services effectifs dans une commune et étant à moins de dix années de l'âge légal de départ à la retraite. Les conditions maximales et minimales d'ancienneté sont définies comme suit :

Echelons	Ancienneté minimale	Ancienneté maximale
<i>Grade provisoire d'adjoint de classe exceptionnelle/sergent de classe exceptionnelle/gardien de classe exceptionnelle</i>		
1er échelon	1 an	1 an
2e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
3e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
4e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
5e échelon	1 an et 6 mois	2 ans
6e échelon		

IV - Le titulaire d'un grade provisoire tel que défini au présent article peut prétendre à présenter l'examen professionnel interne d'adjoint principal dans les conditions définies dans le chapitre IV du présent arrêté.

Art. 24.— Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er août 2012.

Art. 25.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 26.— Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2012.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Alexandre ROCHATTE.

ARRETE n° 1119 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois exécution".

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment ses articles 6, 7 et 26 ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1087 DIPAC du 5 juillet 2012 relatif aux conditions d'aptitude physiques et médicales pour l'accès aux emplois des spécialités "sécurité civile" et "sécurité publique" dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1088 DIPAC du 5 juillet fixant les modalités d'organisation des formations ouvertes aux fonctionnaires des communes, des groupements de communes et de leurs établissements administratifs ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique communale de la Polynésie française du 26 mars 2012 ;

Vu la saisine du conseil supérieur de la fonction publique des communes de Polynésie française du 24 mai 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Chapitre Ier - Dispositions générales

Article 1er.— I - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "exécution" relèvent de l'une des 4 spécialités suivantes :

- administrative ;
- sécurité civile ;
- sécurité publique ;
- technique.

II - Un fonctionnaire du cadre d'emplois "exécution" peut exercer les fonctions d'un agent de grade équivalent relevant d'une autre spécialité que la sienne, sous réserve que la durée consacrée à ces fonctions soit inférieure à la moitié de son temps de travail. Cette polyvalence doit être mentionnée sur la fiche de poste du fonctionnaire concerné.

Dans le cas où le fonctionnaire souhaite exercer pendant une partie de son temps de travail une fonction relevant d'une autre spécialité, il doit remplir les conditions d'aptitude physique et médicale spécifiques à la spécialité concernée. En outre, il est soumis aux dispositions de l'article 17 du présent arrêté. S'il s'agit de la spécialité "sécurité civile", il doit de plus justifier d'un engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire depuis au moins un an conformément aux dispositions en vigueur relatives aux sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française.

Art. 2.— Le cadre d'emplois "exécution" équivaut à la catégorie D de la fonction publique de la Polynésie française. Il se situe hiérarchiquement en dessous des cadres d'emplois "conception et encadrement" (A), "maîtrise" (B) et "application" (C).

Le cadre d'emplois "exécution" comprend les grades suivants : agent, agent qualifié et agent principal. Le grade d'agent est le grade de recrutement. Les grades d'agent qualifié et d'agent principal sont les grades d'avancement.

Pour la spécialité "sécurité civile", les grades du cadre d'emplois "exécution" sont désignés comme suit :

- sapeur en lieu et place d'agent ;
- caporal en lieu et place d'agent qualifié ;
- caporal-chef en lieu et place d'agent principal.

Pour la spécialité "sécurité publique", les grades du cadre d'emplois "exécution" sont désignés comme suit :

- agent de sécurité publique en lieu et place d'agent ;
- agent de sécurité publique qualifié en lieu et place d'agent qualifié ;
- agent de sécurité publique principal en lieu et place d'agent principal.

Art. 3.— I - Les fonctionnaires du cadre d'emplois "exécution" exercent leurs fonctions sous l'autorité des directeurs généraux des services, des secrétaires généraux des communes ou des directeurs d'établissements publics et, le cas échéant, des directeurs généraux adjoints des communes et des groupements de communes et des directeurs adjoints des établissements publics.

Ils participent à la mise en œuvre de l'action des politiques publiques de la collectivité.